



**VIVRE EN VILLE**  
la voie des collectivités viables

Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate

## Réaction au budget

# Une volonté annoncée en matière de mobilité durable, reste à planifier les collectivités en conséquence

Québec, le 10 mars 2020 – Vivre en Ville accueille favorablement les nouveaux investissements prévus pour développer la mobilité durable au sein des collectivités québécoises annoncés aujourd’hui dans le budget du gouvernement du Québec, même si beaucoup d’incertitude plane encore sur plusieurs des projets à l’étude et, de fait, sur l’engagement financier réel du gouvernement. En matière d’aménagement du territoire, l’organisation s’attend à plus de vision, notamment dans le cadre de la nouvelle Politique cadre sur les changements climatiques. « Malgré des bonnes nouvelles, ce budget nous laisse sur notre appétit sous plusieurs aspects : ce n’est pas le premier budget de la transition écologique », estime Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville.

Selon Christian Savard, « le rattrapage est bel et bien entamé en matière de financement des transports collectifs, grâce à une augmentation de 50% des investissements confirmés pour la prochaine décennie. En raison du deux poids deux mesures dans les règles de financement des réseaux de transports, une action forte pour mieux soutenir les opérations de transports collectifs est nécessaire. Le montant de 1,3 milliard \$ annoncé pour « financer le transport collectif » sur six ans devra contribuer à cet objectif. Nous demeurons dans l’attente de plusieurs détails qui devraient venir avec le Plan sur l’économie verte. »

L’effet structurant des nouveaux investissements dépendra de la capacité des collectivités à planifier le développement urbain. Plus largement, « au vu des annonces faites aujourd’hui, il est plus nécessaire que jamais d’adopter une Politique nationale d’aménagement du territoire, tel que propose l’alliance ARIANE. La « grande conversation nationale » annoncée pour les prochains mois par la ministre Andrée Laforest sera l’occasion de lancer les travaux en ce sens », affirme Jeanne Robin, directrice principale de Vivre en Ville.

Le budget témoigne aussi d’une prise de conscience de l’adaptation nécessaire aux changements climatiques, notamment via le soutien des municipalités pour prévenir les conséquences des inondations. Vivre en Ville déplore en revanche le manque d’appui aux municipalités pour le développement d’écoquartiers et la consolidation des milieux bâtis, qui aurait pu se concrétiser à travers un Fonds en aménagement et urbanisme durables. « L’aménagement du territoire est un réservoir de réduction de la consommation énergétique,

[info@vivreenville.org](mailto:info@vivreenville.org) | [www.vivreenville.org](http://www.vivreenville.org) | [twitter.com/vivreenville](https://twitter.com/vivreenville) | [facebook.com/vivreenville](https://facebook.com/vivreenville)

### ■ QUÉBEC

CENTRE CULTURE ET ENVIRONNEMENT  
FRÉDÉRIC BACK  
870, avenue De Salaberry, bureau 311  
Québec (Québec) G1R 2T9  
T. 418.522.0011

### ■ MONTRÉAL

MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
50, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 480  
Montréal (Québec) H2X 3V4  
T. 514.394.1125

### ■ GATINEAU

200-A, boulevard Saint-Joseph  
Gatineau (Québec) J8Y 3W9  
T. 819.205.2053



mais il faudra appuyer financièrement les municipalités pour qu'elles changent leurs pratiques », souligne Christian Savard. D'autres éléments positifs sont à souligner, à l'instar de l'annonce d'une somme de 70 millions de dollars pour favoriser la mise en valeur et l'accessibilité des milieux naturels.

Par ailleurs, si Vivre en Ville appuie l'objectif gouvernemental d'électrifier les transports, l'organisation est préoccupée par l'absence de mention d'une réforme du programme « Roulez vert », qui permettrait la mise en place d'un fonds autofinancé dédié par une contribution à l'électrification à partir de véhicules polluants. « L'approche de prendre pour l'électrification des véhicules 1,4 milliard de l'argent du Fonds vert, donc environ un tiers de l'enveloppe chaque année, est ruineuse et nous empêchera d'investir ailleurs où c'est nécessaire », s'alarme Christian Savard. « Ce n'est ni la meilleure manière d'investir dans la transition écologique, ni la meilleure manière d'accélérer l'électrification. »

Enfin, Vivre en Ville tient à exprimer sa préoccupation quant à la pénurie de logement qui sévit actuellement dans certaines régions urbaines du Québec. La réponse actuelle du gouvernement apparaît trop timide en matière d'appui au logement social.

Vivre en Ville réitère sa volonté de soutenir et de collaborer avec le gouvernement et les collectivités québécoises dans le nécessaire virage d'une transition écologique qui s'avère indispensable pour soutenir la qualité de vie des Québécoises et des Québécois.

- 30 -

#### À propos de Vivre en Ville

Organisation d'intérêt public, Vivre en Ville contribue, partout au Québec, au développement de collectivités viables, œuvrant tant à l'échelle du bâtiment qu'à celles de la rue, du quartier et de l'agglomération. Par ses actions, Vivre en Ville stimule l'innovation et accompagne les décideurs, les professionnels et les citoyens dans le développement de milieux de vie de qualité, prospères et favorables au bien-être de chacun, dans la recherche de l'intérêt collectif et le respect de la capacité des écosystèmes.

#### Renseignements

Samuel Pagé-Plouffe

Conseiller à la direction générale – Affaires publiques

514 714-6762

[samuel.page-plouffe@vivreenville.org](mailto:samuel.page-plouffe@vivreenville.org)